

# 6.2

## Réglementation et instructions générales

---

---

## 6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### 6.2.1 Consultation

#### Projets de règlements

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331, par. 9; a. 331.1, par. 1° et 2° et a. 331.2)

#### **Règlement modifiant le Règlement 13-101 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) et concordant**

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1, le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 13-101 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR).*

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1, le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au gouvernement pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 13-102 sur les droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI.*

#### Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **31 août 2015**, en s'adressant à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire générale  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : (514) 864-6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Suzanne Boucher  
Analyste experte, Fonds d'investissement  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4477  
ou 1 877 525-0337, poste 4477  
[suzanne.boucher@lautorite.qc.ca](mailto:suzanne.boucher@lautorite.qc.ca)

Marc-Olivier St-Jacques  
Analyste, Financement des sociétés  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4424  
ou 1 877 525-0337, poste 4424  
[marco.st-jacques@lautorite.qc.ca](mailto:marco.st-jacques@lautorite.qc.ca)

**Le 30 juin 2015**

## Avis de consultation multilatéral

*Projet de Règlement modifiant le Règlement 13-101 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)*

*Projet de Règlement modifiant le Règlement 13-102 sur les droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI*

Le 30 juin 2015

### Introduction

Les membres des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM**), hormis la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (**CVMO**) et la British Columbia Securities Commission (**BCSC**) (les **autorités participantes** ou **nous**) publient pour une période de consultation de 60 jours le projet de *Règlement modifiant le Règlement 13-101 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)* (le **Règlement 13-101**) et de *Règlement modifiant le Règlement 13-102 sur les droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI* (les **modifications proposées**).

Les modifications proposées prévoient que les documents suivants (les **documents relatifs au marché dispensé**), qui existent actuellement ou que l'on propose d'introduire en vertu de dispenses de prospectus, seront déposés en format électronique au moyen de SEDAR auprès des autorités participantes conformément au Règlement 13-101 :

- le formulaire prévu à l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense*;
- la notice d'offre et tout autre document, comme les états financiers ou les documents de commercialisation, dont le dépôt ou la transmission pourrait être requis à l'avenir en vertu de l'article 2.9 [Notice d'offre] du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (le **Règlement 45-106**);
- en Saskatchewan, au Manitoba, au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, le document d'offre et le Formulaire 5 – *Financement participatif des entreprises en démarrage – Déclaration de placement avec dispense* prévus par les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage ainsi que le document d'offre, les documents relatifs au placement, les états financiers et les avis prévus par le projet de *Règlement 45-108 sur le financement participatif* (ensemble, les **dispenses pour financement participatif**);
- au Québec, tout document d'information remis aux souscripteurs en vertu de l'article 37.2 du *Règlement sur les valeurs mobilières*<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> L'article 37.2 du *Règlement sur les valeurs mobilières* du Québec prévoit que lorsqu'un placement est effectué sous le régime d'une dispense, tout document d'information remis aux souscripteurs, même s'il n'est pas exigé par

Les modifications proposées prévoient aussi l'imposition de droits relatifs au système de SEDAR de 25 \$ pour le dépôt de chaque déclaration de placement avec dispense établie conformément au formulaire prévu à l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense* ou au Formulaire 5 – *Financement participatif des entreprises en démarrage – Déclaration de placement avec dispense* (une **déclaration de placement avec dispense**). Ces droits viennent s'ajouter aux droits de dépôt exigés par les autorités participantes.

Les modifications proposées devraient être adoptées par chaque autorité participante sous forme de modification réglementaire.

### Contexte

Les émetteurs qui se prévalent de certaines dispenses de prospectus, notamment celles énumérées à l'article 6.1 du Règlement 45-106 (comme l'article 2.3 [*Investisseur qualifié*] et l'article 2.9 [*Notice d'offre*] (la **dispense relative à la notice d'offre**)), sont généralement tenus de déposer une déclaration de placement avec dispense dans chaque territoire où le placement a lieu dans un délai de 10 jours<sup>2</sup> après celui-ci. Les émetteurs qui se prévalent de la dispense relative à la notice d'offre doivent aussi déposer un exemplaire de la notice d'offre dans un délai de 10 jours après le placement effectué au moyen de celle-ci. Les dispenses pour financement participatif prévoient des obligations de dépôt semblables.

Au Québec, lorsqu'un placement est effectué sous le régime d'une dispense, tout document d'information remis aux souscripteurs, même s'il n'est pas exigé par la *Loi sur les valeurs mobilières* ou le règlement, doit être déposé sans délai, à moins qu'il ne l'ait été auparavant.

À l'heure actuelle, les autorités participantes reçoivent chaque année des milliers de documents relatifs au marché dispensé en format papier de la part des émetteurs assujettis et non assujettis, ce qui restreint leur capacité d'analyse de l'information qu'ils contiennent et accroît le fardeau administratif lié à leur manipulation. Par ailleurs, la réception de documents en format papier a une incidence sur la rapidité et la facilité avec lesquelles nous pouvons les mettre à la disposition du public. Les autorités participantes proposent donc que ces documents soient déposés au moyen de SEDAR.

L'utilisation de SEDAR procurera notamment aux émetteurs les avantages suivants :

- elle leur permettra d'effectuer des dépôts dans plusieurs territoires au moyen d'un seul système électronique;
- elle fera en sorte que les documents déposés par les émetteurs assujettis et non assujettis, notamment les documents relatifs au marché dispensé, soient conservés dans seul endroit sous un profil SEDAR, tout en maintenant le traitement confidentiel de l'information sensible sur les investisseurs;

---

la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec ou le règlement, doit être déposé sans délai auprès de l'Autorité des marchés financiers, à moins qu'il ne l'ait été auparavant.

<sup>2</sup> L'émetteur n'est pas assujetti au délai de dépôt de 10 jours s'il est admissible à l'une des exceptions énumérées à l'article 6.2 du Règlement 45-106.

- elle leur permettra de vérifier l'exactitude et l'exhaustivité des documents déposés sans avoir à faire une demande d'information aux autorités concernées.

## Documents déposés au moyen de SEDAR

### *Dépôts au moyen de SEDAR*

Pour effectuer un dépôt au moyen de SEDAR, l'émetteur pourrait soit s'abonner à SEDAR et procéder lui-même au dépôt, soit retenir les services d'un agent de dépôt à cette fin. Au nombre des agents de dépôt, on compte les cabinets d'avocats, les imprimeurs de documents financiers, les sociétés de fiducie qui agissent à titre d'agents des transferts et d'agents chargés de la tenue des registres et d'autres fournisseurs de services.

Pour s'abonner à SEDAR, il faut :

1. télécharger et lire l'information contenue dans la [Trousse d'information SEDAR](#), qui comprend les formulaires et les renseignements nécessaires;
2. remplir et signer le Formulaire SEDAR 1 – *Demande d'abonnement au service de dépôt SEDAR*;
3. signer le Formulaire SEDAR 2 – *Contrat d'abonnement au service de dépôt*;
4. retourner ces formulaires au fournisseur du service SEDAR;
5. télécharger gratuitement et installer le logiciel de bureau du client SEDAR.

Pour télécharger le logiciel de bureau du client SEDAR, le déposant doit avoir accès à Internet et posséder un ordinateur doté des configurations matérielles et logicielles minimales indiquées dans le [Guide d'installation](#) SEDAR, notamment l'un des systèmes d'exploitation suivants :

- Microsoft Windows XP Professionnel;
- Microsoft Windows 7 Professionnel (32 ou 64 bits);
- Microsoft Windows Vista Entreprise (32 bits).

À l'heure actuelle, ce logiciel ne peut être installé sur un ordinateur doté du système d'exploitation Microsoft Windows 8 ou d'une version ultérieure puisque ceux-ci ne sont pas pris en charge. Il en est de même pour les ordinateurs Mac. Les ACVM évaluent actuellement diverses solutions pour remédier à ce problème.

### *Paiements électroniques au moyen de SEDAR*

Les droits payables à une autorité en valeurs mobilières relativement à un dépôt effectué au moyen de SEDAR sont acquittés électroniquement par l'intermédiaire d'un compte d'échange de données informatisées (un **compte EDI**). L'émetteur qui dépose des documents relatifs au marché dispensé au moyen de SEDAR pour lesquels il doit acquitter des droits devrait soit retenir les services d'un agent de dépôt pour effectuer le paiement électronique, soit ouvrir un compte EDI pour l'effectuer directement. Pour obtenir la liste des agents de dépôt, veuillez communiquer avec le bureau des systèmes de TI des ACVM à l'adresse [EMFonSEDAR-Support@csa-acvm.ca](mailto:EMFonSEDAR-Support@csa-acvm.ca). La liste des institutions financières auprès desquelles on peut ouvrir un compte EDI est disponible ici ([Personnes-ressources des institutions financières pour les comptes EDI](#)) et sur le site Web de SEDAR.

**Coûts pour l'émetteur qui effectue un dépôt au moyen de SEDAR**

À l'heure actuelle, l'abonnement à SEDAR et son maintien sont gratuits. Néanmoins, l'émetteur qui choisit de s'y abonner pour effectuer lui-même ses dépôts devra consacrer du temps à apprendre le fonctionnement du système SEDAR. Par ailleurs, des frais sont associés à l'ouverture et au maintien d'un compte EDI auprès d'une institution financière.

Tout agent de dépôt engagé par l'émetteur pour effectuer les dépôts ou les paiements électroniques lui facturerait les services de dépôt fournis.

Les émetteurs qui déposent peu de documents relatifs au marché dispensé trouveront peut-être plus pratique ou économique de retenir les services d'un agent de dépôt que de s'abonner à SEDAR et d'ouvrir et de maintenir un compte EDI.

**Droits afférents aux systèmes pour les documents relatifs au marché dispensé déposés au moyen de SEDAR**

Des droits relatifs au système de SEDAR de 25 \$ seraient exigibles pour chaque déclaration de placement avec dispense déposée. Ils seraient compensés par une réduction des coûts administratifs engagés par l'émetteur pour déposer des documents relatifs au marché dispensé en format papier dans le territoire de chaque autorité participante où a lieu le placement.

**Niveaux d'accès aux documents relatifs au marché dispensé déposés au moyen de SEDAR**

La déclaration de placement avec dispense comporte deux parties : le corps de la déclaration, qui comprend généralement de l'information publique, et l'Appendice 1 de la déclaration, qui comprend de l'information personnelle, donc généralement confidentielle, sur chaque investisseur. En raison de la nature de l'information incluse dans l'Appendice 1, le déposant devra le séparer du corps de la déclaration de placement avec dispense et lui donner un niveau d'accès distinct lors de son dépôt au moyen de SEDAR afin d'en préserver la confidentialité.

Actuellement, on peut donner aux documents SEDAR l'un des niveaux d'accès suivants :

- Public – documents automatiquement offerts au public, affichés sur SEDAR.com au maximum 15 minutes plus tard;
- Non public – documents initialement privés jusqu'à la confirmation du niveau d'accès public par l'autorité principale, affichés sur SEDAR.com au maximum 15 minutes plus tard;
- Privé – non public – documents privés, aucun affichage sur SEDAR.com.

Il est prévu que les documents relatifs au marché dispensé auront les niveaux d'accès suivants :

Document	Niveau d'accès
Déclaration de placement avec dispense, à l'exclusion de l'Appendice 1	Public
Appendice 1 de la déclaration de placement avec dispense	Privé - non public
Notice d'offre	Public
Document d'information (article 37.2 du <i>Règlement sur les valeurs mobilières</i> du Québec)	Privé

Document d'offre, documents relatifs au placement, états financiers et avis (dispenses pour financement participatif)	Privé
---	-------

Le site Web de SEDAR indiquera clairement que les déposants doivent retirer l'Appendice 1, qui renferme de l'information personnelle sensible, avant de déposer le corps de la déclaration de placement avec dispense au niveau d'accès « public ». Le système SEDAR invitera également le déposant à attester qu'il a bel et bien retiré l'Appendice 1 de la déclaration de placement avec dispense avant de faire un dépôt à ce niveau d'accès, sans quoi il ne l'acceptera pas. Cette attestation obligatoire vise à aider les déposants à se conformer à leur obligation de protéger les renseignements personnels des investisseurs contre la divulgation non autorisée et accidentelle de l'Appendice 1 sur le site Web de SEDAR.

#### *Format des documents déposés au moyen de SEDAR*

Nous prévoyons exiger que le corps ou l'Appendice 1 de la déclaration de placement avec dispense soit établi selon un modèle particulier fourni par les ACVM et déposé dans un format précis, par exemple PDF, XML ou CSV. Cela permettra aux autorités participantes d'analyser plus facilement l'information qui s'y trouve. Conformément aux modifications proposées au Règlement 13-101, les autorités participantes pourront imposer la forme sous laquelle la déclaration de placement avec dispense est déposée ainsi que les modèles à utiliser.

#### *Dépôt de documents relatifs au marché dispensé auprès d'autorités non participantes*

Aucun émetteur ne peut déposer de documents relatifs au marché dispensé au moyen de SEDAR auprès de la BCSC et de la CVMO. Pour ce faire, il doit utiliser le système [BCSC eServices](#) en Colombie-Britannique et l'[Electronic Filing Portal](#) en Ontario.

#### *Émetteurs étrangers*

L'émetteur étranger qui correspond à la définition de l'expression « émetteur étranger (SEDAR) », au sens du Règlement 13-101, n'est pas tenu d'effectuer des dépôts électroniques au moyen de SEDAR. Les modifications proposées n'auront aucune incidence sur ses obligations de dépôt. Il pourra continuer de déposer ses documents relatifs au marché dispensé en format papier auprès des autorités participantes. En revanche, il peut choisir d'être assujéti au Règlement 13-101 et de déposer ses documents, dont les documents relatifs au marché dispensé, au moyen de SEDAR. Pour ce faire, il doit remplir le Formulaire SEDAR 5, *Avis d'exercice de choix par un émetteur étranger (SEDAR)*, et le déposer auprès de l'autorité en valeurs mobilières de chaque territoire concerné.

#### **Consultation**

Nous invitons les personnes intéressées à soumettre des commentaires au sujet des modifications proposées. Pour leur laisser le temps de procéder à un examen attentif, la période de consultation est fixée à 60 jours.

Veuillez présenter vos commentaires écrits au plus tard le **31 août 2015**. Si vous ne les envoyez pas par courrier électronique, veuillez les présenter sur CD (format Microsoft Word).

Les commentaires reçus seront mis à la disposition du public sur le site Web de l'Autorité des marchés financiers au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca) et de l'Alberta Securities Commission au



[www.albertasecurities.com](http://www.albertasecurities.com) ainsi que sur celui de certaines autres autorités en valeurs mobilières. Il est recommandé de ne pas inclure de renseignements de nature personnelle directement dans les commentaires. Il importe que les intervenants précisent en quel nom ils présentent leur mémoire.

### Transmission des commentaires

Veillez adresser vos commentaires aux autorités suivantes :

Alberta Securities Commission  
 Autorité des marchés financiers  
 Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
 Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)  
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Île-du-Prince-Édouard  
 Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
 Surintendant des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest  
 Surintendant des valeurs mobilières, Yukon  
 Surintendant des valeurs mobilières, Nunavut

Veillez n'envoyer vos commentaires qu'aux adresses suivantes et ils seront distribués aux autres territoires participants.

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
 Secrétaire générale  
 Autorité des marchés financiers  
 800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
 C.P. 246, tour de la Bourse  
 Montréal (Québec) H4Z 1G3  
 Fax : 514 864-6381  
 Courriel : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

Ashlyn D'Aoust  
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
 Alberta Securities Commission  
 250 - 5<sup>th</sup> Street S.W.  
 Calgary (Alberta) T2P 0R4  
 Courriel : [ashlyn.daoust@asc.ca](mailto:ashlyn.daoust@asc.ca)

### Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Suzanne Boucher  
 Analyste experte, Fonds d'investissement

Marc-Olivier St-Jacques  
 Analyste, Financement des sociétés

Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4477  
ou 1 877 525-0337, poste 4477  
[suzanne.boucher@lautorite.qc.ca](mailto:suzanne.boucher@lautorite.qc.ca)

Jonathan Taylor  
Manager, CD Compliance & Market Analysis  
Alberta Securities Commission  
403 297-4770  
[jonathan.taylor@asc.ca](mailto:jonathan.taylor@asc.ca)

Kevin Redden  
Director, Corporate Finance  
Nova Scotia Securities Commission  
902 424-5343  
[kevin.redden@novascotia.ca](mailto:kevin.redden@novascotia.ca)

Wayne Bridgeman  
Deputy Director, Corporate Finance  
Commissions de valeurs mobilières du  
Manitoba  
204 945-4905  
[wayne.bridgeman@gov.mb.ca](mailto:wayne.bridgeman@gov.mb.ca)

Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4424  
ou 1 877 525-0337, poste 4424  
[marco.st-jacques@lautorite.qc.ca](mailto:marco.st-jacques@lautorite.qc.ca)

Ashlyn D'Aoust  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
Alberta Securities Commission  
403 355-4347  
[ashlyn.daoust@asc.ca](mailto:ashlyn.daoust@asc.ca)

Alex Wu  
Senior Securities Officer  
Commission des services financiers et des  
services aux consommateurs (Nouveau-  
Brunswick)  
506 643-7695  
[alex.wu@fcnb.ca](mailto:alex.wu@fcnb.ca)

Heather Kuchuran  
Senior Securities Analyst, Corporate Finance  
Financial and Consumer Affairs Authority of  
Saskatchewan  
306 787-1009  
[heather.kuchuran@gov.sk.ca](mailto:heather.kuchuran@gov.sk.ca)

Veillez faire parvenir vos questions concernant le recours aux services d'un agent de dépôt ou le logiciel SEDAR à l'adresse [EMFonSEDAR-Support@csa-acvm.ca](mailto:EMFonSEDAR-Support@csa-acvm.ca).

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 13-101 SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES, D'ANALYSE ET DE RECHERCHE (SEDAR)

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>)

1. L'article 2.2 du Règlement 13-101 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) (chapitre V-1.1, r. 2) est modifié par l'insertion, après le paragraphe 1, des suivants :

« 1.1) Sauf en Colombie-Britannique et en Ontario, le déposant par voie électronique qui a l'obligation de déposer le formulaire prévu à l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense*, du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (chapitre V-1.1, r. 21) le fait en la forme et au moyen des modèles prévus dans le Manuel du déposant SEDAR.

« 1.2) En Saskatchewan, au Manitoba, au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, le déposant par voie électronique qui a l'obligation de déposer le Formulaire 5 – *Financement participatif des entreprises en démarrage – Déclaration de placement avec dispense* le fait en la forme et au moyen des modèles prévus dans le Manuel du déposant SEDAR. ».

2. L'article 4.5 de ce règlement est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« 2) Dans le dossier électronique, le déposant par voie électronique remplace la carte ou la photographie omise par une référence à celle-ci. ».

3. L'Annexe A de ce règlement est modifiée :

1<sup>o</sup> par l'insertion, dans la partie I « Organismes de placement collectif » et après la rubrique C « Demandes de dispense et autres », de ce qui suit :

« D. Placements sur le marché dispensé et information à fournir

- |    |  |   |
|----|--|---|
| 1. | Annexe 45-106A1, <i>Déclaration de placement avec dispense</i> , du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (chapitre V-1.1, r. 21)           | AB, SK, MB, QC,<br>NB, Î.-P.-E., NS, NL,<br>YT, T.N.-O., Nun    |
| 2. | Documents à déposer ou à transmettre en vertu de l'article 2.9 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus                                     | AB, SK, MB, QC,<br>NB, Î.-P.-E., NS,<br>NL, YT, T.N.-O.,<br>Nun |
| 3. | Document d'information remis aux souscripteurs en vertu de l'article 37.2 du Règlement sur les valeurs mobilières du Québec (chapitre V-1.1, r. 50) »; | QC  |

2<sup>o</sup> par l'insertion, dans la partie II « Autres émetteurs (assujettis ou non assujettis) » et après la rubrique D « Opérations de fermeture et opérations avec une partie liée », de ce qui suit :

« E. Placements sur le marché dispensé et information à fournir

- |    |  |  |
|----|--|--|
| 1. | Annexe 45-106A1, <i>Déclaration de placement avec dispense</i> , du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus | AB, SK, MB, QC,<br>NB, Î.-P.-E., NS, NL,<br>YT, T.N.-O., Nun |
| 2. | Documents à déposer ou à transmettre en vertu de l'article 2.9 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus   | AB, SK, MB, QC,<br>NB, Î.-P.-E., NS, NL,<br>YT, T.N.-O., Nun |

-2-

3. Document d'information remis aux souscripteurs en vertu de l'article 37.2 du Règlement sur les valeurs mobilières du Québec QC
  4. Formulaire 5 – *Financement participatif des entreprises en démarrage – Déclaration de placement avec dispense* et document d'offre à déposer ou à transmettre en vertu des dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage SK, MB, QC, NB, NS
  5. Document d'offre, documents relatifs au placement, états financiers et avis à déposer ou à transmettre par un émetteur en vertu du Règlement 45-108 sur le financement participatif (Bulletin de l'Autorité des marchés financiers du 20 mars 2014, Vol. 11, n° 11) ». SK, MB, QC, NB, NS
4. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 13-102 SUR LES DROITS RELATIFS  
AUX SYSTÈMES DE SEDAR ET DE LA BDNI**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331, par. 9<sup>o</sup>)

1. L'Annexe B du Règlement 13-102 sur les droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI (chapitre V-1.1, r. 2.1) est modifiée par l'insertion, à la fin du tableau, de ce qui suit :

«

22	Fonds d'investissement/ placements sur le marché dispensé et information à fournir	Annexe 45-106A1, <i>Déclaration de placement avec dispense</i> , du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (chapitre V-1.1, r. 21)	25 \$	-
23	Autres émetteurs/placements sur le marché dispensé et information à fournir	Annexe 45-106A1, <i>Déclaration de placement avec dispense</i> , du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus	25 \$	-
24	Autres émetteurs/placements sur le marché dispensé et information à fournir	Formulaire 5 – <i>Financement participatif des entreprises en démarrage – Déclaration de placement avec dispense</i>	25 \$	-

».

2. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

## Draft Regulations

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331, par. (9); s. 331.1, pars. (1) and (2), and s. 331.2)

### Regulation to amend Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) and concordant

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 60 days have elapsed since its publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR).*

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Government for approval, with or without amendment, after 60 days have elapsed since its publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 13-102 respecting System Fees for SEDAR and NRD.*

### Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing by **August 31, 2015**, to the following:

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Corporate Secretary  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Fax: (514) 864-6381  
E-mail: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

### Further information

Further information is available from:

Suzanne Boucher  
Senior Analyst, Investment Funds  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, ext. 4477  
Or 1 877 525-0337, ext. 4477  
[suzanne.boucher@lautorite.qc.ca](mailto:suzanne.boucher@lautorite.qc.ca)

Marc-Olivier St-Jacques  
Analyst, Corporate Finance  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, ext. 4424  
Or 1 877 525-0337, ext. 4424  
[marco.st-jacques@lautorite.gc](mailto:marco.st-jacques@lautorite.gc)

**June 30, 2015**

## Multilateral CSA Notice

### Request for Comment for Draft Regulation to amend Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)

### Draft Regulation to amend Regulation 13-102 respecting System Fees for SEDAR and NRD

June 30 2015

#### Introduction

The members of the Canadian Securities Administrators (the **CSA**), except for the Ontario Securities Commission (**OSC**) and the British Columbia Securities Commission (**BCSC**) (the **participating jurisdictions** or **we**), are publishing for a 60-day comment a Draft Regulation to amend Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) (**Regulation 13-101**) and a Draft Regulation to amend Regulation 13-102 respecting System Fees for SEDAR and NRD (the **proposed amendments**).

The proposed amendments would require the following documents (the **exempt market filings**), which exist or are proposed under prospectus exemptions, to be filed in electronic format on SEDAR in accordance with Regulation 13-101 in the participating jurisdictions:

- Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution*;
- the offering memorandum and any other document, such as financial statements or marketing materials, that may be required in the future to be filed or delivered under section 2.9 [*Offering memorandum*] of Regulation 45-106 respecting *Prospectus Exemptions* (**Regulation 45-106**);
- in Saskatchewan, Manitoba, Québec, New Brunswick and Nova Scotia, the offering document and Form 5 – *Start-up Crowdfunding – Report of Exempt Distribution* under the Start-up Crowdfunding Prospectus and Registration Exemptions and the offering document, distribution materials, financial statements and notices under proposed Regulation 45-108 respecting *Crowdfunding* (together the **crowdfunding exemptions**);
- in Québec, any disclosure document delivered to subscribers under section 37.2 of the *Securities Regulation* (Québec).<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Section 37.2 of *Securities Regulation* (Québec) requires that, when a distribution is made pursuant to an exemption, any disclosure document delivered to subscribers, even if such document is not required by the *Securities Act* (Québec) or the Regulations, be filed without delay with the Autorité des marchés financiers, unless it has previously been filed.



The proposed amendments would also impose a SEDAR system fee of \$25 per filing of a report of exempt distribution prepared in accordance with either Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution* or Form 5 – *Start-up Crowdfunding – Report of Exempt Distribution* (a **report of exempt distribution**). This fee would be in addition to any filing fee required in the participating jurisdictions.

We expect the proposed amendments to be adopted in each of the participating jurisdictions either as an amendment to a rule or as an amendment to a regulation.

## Background

Issuers that rely on certain prospectus exemptions, including those listed in section 6.1 of Regulation 45-106 (such as section 2.3 [*Accredited investor*] and section 2.9 [*Offering memorandum*] (the **OM exemption**)), are generally required to file in each jurisdiction where the distribution takes place a report of exempt distribution no later than 10 days<sup>2</sup> after the distribution. Also, issuers that rely on the OM exemption must file a copy of the offering memorandum (**OM**) within 10 days after the distribution under the OM. Similar filing requirements are provided under the crowdfunding exemptions.

In Québec, when a distribution is made pursuant to an exemption, any disclosure document delivered to subscribers, even if such document is not required by the *Securities Act* (Québec) or the Regulations, is required to be filed without delay unless it has previously been filed.

Currently, the participating jurisdictions collectively receive thousands of exempt market filings each year from both reporting and non-reporting issuers. These exempt market filings are currently filed in paper format, which limits our ability to analyze the information in the documents and increases the administrative burden of handling the filings. Also, receiving the filing in paper format impacts the timeliness and ease with which we can make public the publicly available information in the filings. As a result, the participating jurisdictions are proposing that exempt market filings be made on SEDAR.

Using SEDAR will provide benefits to issuers, including:

- enabling issuers to make filings in multiple jurisdictions through a single electronic system;
- allowing both reporting and non-reporting issuers to have their filings, including exempt market filings, in one location under a SEDAR profile, while still maintaining confidential treatment of sensitive investor information; and
- allowing issuers to verify the accuracy and completeness of their filing record without having to make an information request to the applicable jurisdictions.

---

<sup>2</sup> An issuer is not subject to the 10 day filing deadline if it qualifies for one of the exceptions listed in section 6.2 of Regulation 45-106.

## SEDAR Filings

### *Making filings on SEDAR*

In order to make a filing on SEDAR, an issuer could either become a SEDAR subscriber and make the filing itself or hire a filing agent to make the filing. Filing agents include law firms, financial printers, trust companies acting as transfer agents and registrars and other service providers.

Becoming a SEDAR subscriber currently involves:

1. downloading and reading the information outlined in the [SEDAR Information Package](#), which includes the necessary forms and information;
2. completing and signing SEDAR Form 1 – *Application for SEDAR Filing Services*;
3. signing SEDAR Form 2 – *Filing Service Subscriber's Agreement*;
4. returning SEDAR Form 1 and SEDAR Form 2 to the SEDAR Filing Service Contractor; and
5. downloading and installing the SEDAR desktop client software at no charge.

To download the SEDAR desktop client software, the filer would need internet access and a computer that meets the minimum hardware and software requirements set out in the [SEDAR Installation Guide](#). These requirements would include a computer with one of the following operating systems:

- Microsoft Windows XP Professional,
- Microsoft Windows 7 Professional (32 or 64-bit), or
- Microsoft Windows Vista Business (32-bit).

Currently, the SEDAR desktop client software cannot be installed on a computer with Microsoft Windows 8 or newer operating systems since they are not supported. Mac computers are also not supported. The CSA is currently reviewing options to address this issue.

### *Making electronic payments on SEDAR*

If there is a fee payable to a securities regulatory authority in connection with a filing made on SEDAR, the fee is paid electronically through SEDAR using an electronic data interchange account (**EDI account**). An issuer making an exempt market filing on SEDAR that has an associated fee would need to either retain a filing agent to make the required electronic payment or open an EDI account to make the electronic payment directly. To obtain a list of filing agents, please contact the CSA IT Systems Office at [EMFonSEDAR-Support@csa-acvm.ca](mailto:EMFonSEDAR-Support@csa-acvm.ca). A list of the various financial institutions through which an EDI account can be opened is available here ([List of contacts at EDI Compliant Financial Institutions](#)) and on the SEDAR website.

### *Cost to an issuer to make a filing on SEDAR*

There is currently no charge to become a SEDAR subscriber or to maintain a SEDAR subscription. However, an issuer that chooses to become a SEDAR subscriber and make its own filings would need to invest the time to learn how to use the SEDAR system. In addition, there would be a cost to set up and maintain an EDI account, through a financial institution.

If an issuer uses a filing agent to make filings and/or the electronic fee payment, the filing agent would charge the issuer for their filing services.

Issuers that make a limited number of exempt market filings will likely find it more convenient and/or cost effective to hire a filing agent rather than becoming a SEDAR subscriber and setting up and maintaining an EDI account.

#### ***System fees for exempt market filings on SEDAR***

Each report of exempt distribution would be subject to a \$25 SEDAR system fee. The system fee would be offset by a reduction in the administrative cost for the issuer to file the exempt market filing in paper format in each participating jurisdiction in which the distribution occurs.

#### ***Access levels for exempt market filings on SEDAR***

A report of exempt distribution is divided into two sections: the body of the report, which is generally public information; and, Schedule 1 of the report, which includes personal information about each investor, which is generally confidential information. Since the information on Schedule 1 is generally kept confidential, a filer will need to detach Schedule 1 from the body of the report of exempt distribution and file it with a separate access level on SEDAR that allows the Schedule 1 information to remain private.

Currently, SEDAR documents can be set to one of the following access levels:

- Auto-public – public immediately, displays on SEDAR.com within 15 minutes;
- Private – initially private, but if/when the principal regulator marks it public, it will display on SEDAR.com within 15 minutes; and
- Private non-public – will remain private, never displays on SEDAR.com.

It is anticipated that the exempt market filings will have the following access levels on SEDAR:

<b>Filing</b>	<b>Access Level</b>
Report of exempt distribution, excluding Schedule 1	Auto-public
Schedule 1 of the report of exempt distribution	Private non-public
Offering memorandum	Auto-public
Disclosure document (Section 37.2 of <i>Securities Regulation</i> in Québec)	Private
Offering document, distribution materials, financial statements and notices (crowdfunding exemptions)	Private

The SEDAR website will provide clear instructions that filers must remove Schedule 1, which contains sensitive personal information, prior to filing the main body of the report of exempt distribution at the “auto-public” access level. The filer will also be prompted by the SEDAR system to acknowledge that it has removed Schedule 1 from the report of exempt distribution prior to making such a filing at the “auto-public” access level. The system will not accept such filings until the filer acknowledges this removal. This required acknowledgement is intended to assist filers in complying with their obligation to protect the personal information of investors from an unauthorized and mistaken public disclosure of a Schedule 1 on the SEDAR website.

### ***Format of documents filed on SEDAR***

We plan to require the body and/or the Schedule 1 of the report of exempt distribution to be prepared using a specific template provided by the CSA and to be filed in a specific format, such as PDF, XML or CSV. Requiring the use of specific templates and formats will enable the participating jurisdictions to receive the information in the report of exempt distribution in a manner that can be more easily analyzed. The proposed amendments to Regulation 13-101 will permit the participating jurisdictions to mandate the form and manner in which the report of exempt distribution is filed and the specific templates that must be used.

### ***Making exempt market filings in non-participating jurisdictions***

An issuer will not be permitted to make an exempt market filing on SEDAR with the BCSC or the OSC. An issuer must use [BCSC eServices](#) to file in British Columbia and the OSC's [Electronic Filing Portal](#) to file in Ontario.

### ***Foreign issuers***

A foreign issuer that falls within the definition of "foreign issuer (SEDAR)", as defined in Regulation 13-101, is not required to make electronic filings on SEDAR. The proposed amendments will not change a foreign issuer's filing requirements. It may continue to file its exempt market filings in paper format in the participating jurisdictions. However, a foreign issuer can elect to be subject to Regulation 13-101 and make its filings, including exempt market filings, on SEDAR. This election is made by completing and filing a SEDAR Form 5 *Notice of Election by Foreign Issuer (SEDAR)* with the securities regulatory authority in each applicable jurisdiction.

### **Request for comments**

We welcome your comments on the proposed amendments. To allow for sufficient review, we are providing you with 60 days to comment.

Please submit your comments in writing on or before **August 31, 2015**. If you are not sending your comments by email, please send a CD containing the submissions (in Microsoft Word format).

Please note that comments received will be made publicly available and posted on the websites of the Autorité des marchés financiers at [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca) and the Alberta Securities Commission at [www.albertasecurities.com](http://www.albertasecurities.com) and may be posted on the websites of certain other securities regulatory authorities. You should not include personal information directly in comments to be published. It is important that you state on whose behalf you are making the submission.

### **Where to send your comments**

Please **address** your submission as follows:

Alberta Securities Commission

Autorité des marchés financiers  
 Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
 Financial and Consumer Services Commission (New Brunswick)  
 Manitoba Securities Commission  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Prince Edward Island  
 Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
 Superintendent of Securities, Northwest Territories  
 Superintendent of Securities, Yukon  
 Superintendent of Securities, Nunavut

Please **deliver** your comments **only** to the two addresses below. Your comments will be distributed to the other participating jurisdictions.

Me Anne-Marie Beaudoin  
 Corporate Secretary  
 Autorité des marchés financiers  
 800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
 C.P. 246, tour de la Bourse  
 Montréal (Québec) H4Z 1G3  
 Fax : 514 864-6381  
 E-mail: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

Ashlyn D'Aoust  
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
 Alberta Securities Commission  
 250 - 5<sup>th</sup> Street S.W.  
 Calgary, Alberta, T2P 0R4  
 Email : [ashlyn.daoust@asc.ca](mailto:ashlyn.daoust@asc.ca)

### Questions

Please refer your questions to any of the following:

Suzanne Boucher  
 Senior Analyst, Investment Funds  
 Autorité des marchés financiers  
 514 395-0337, ext. 4477  
 Or 1 877 525-0337, ext. 4477  
[suzanne.boucher@lautorite.qc.ca](mailto:suzanne.boucher@lautorite.qc.ca)

Marc-Olivier St-Jacques  
 Analyst, Corporate Finance  
 Autorité des marchés financiers  
 514 395-0337, ext. 4424  
 Or 1 877 525-0337, ext. 4424  
[marco.st-jacques@lautorite.qc.ca](mailto:marco.st-jacques@lautorite.qc.ca)

Jonathan Taylor  
 Manager, CD Compliance & Market Analysis  
 Alberta Securities Commission  
 403 297-4770  
[jonathan.taylor@asc.ca](mailto:jonathan.taylor@asc.ca)

Ashlyn D'Aoust  
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
 Alberta Securities Commission  
 403 355-4347  
[ashlyn.daoust@asc.ca](mailto:ashlyn.daoust@asc.ca)

Kevin Redden  
Director, Corporate Finance  
Nova Scotia Securities Commission  
902 424-5343  
[kevin.redden@novascotia.ca](mailto:kevin.redden@novascotia.ca)

Alex Wu  
Senior Securities Officer  
Financial and Consumer Services Commission  
(New Brunswick)  
506 643-7695  
[alex.wu@fcnb.ca](mailto:alex.wu@fcnb.ca)

Wayne Bridgeman  
Deputy Director, Corporate Finance  
Manitoba Securities Commission  
204 945-4905  
[wayne.bridgeman@gov.mb.ca](mailto:wayne.bridgeman@gov.mb.ca)

Heather Kuchuran  
Senior Securities Analyst, Corporate Finance  
Financial and Consumer Affairs Authority of  
Saskatchewan  
306 787-1009  
[heather.kuchuran@gov.sk.ca](mailto:heather.kuchuran@gov.sk.ca)

For questions regarding obtaining the services of a filing agent or the SEDAR software, please refer your questions to:

[EMFonSEDAR-Support@csa-acvm.ca](mailto:EMFonSEDAR-Support@csa-acvm.ca)

**REGULATION TO AMEND REGULATION 13-101 RESPECTING THE SYSTEM FOR ELECTRONIC DOCUMENT ANALYSIS AND RETRIEVAL (SEDAR)**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (2))

1. Section 2.2 of Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) (chapter V-1.1, r. 2) is amended by inserting, after paragraph (1), the following:

“(1.1) Except in British Columbia and Ontario, an electronic filer that is required to file Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution* of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (chapter V-1.1, r. 21) must file that report in the form and manner and using the templates specified in the SEDAR Filer Manual.

“(1.2) In Saskatchewan, Manitoba, Québec, New Brunswick and Nova Scotia an electronic filer that is required to file a Form 5 – *Start-up Crowdfunding – Report of Exempt Distribution* must file that report in the form and manner and using the templates specified in the SEDAR Filer Manual.”.

2. Section 4.5 of the Regulation is amended by replacing, in the French text, paragraph (2) with the following:

“(2) Dans le dossier électronique, le déposant par voie électronique remplace la carte ou la photographie omise par une référence à celle-ci.”.

3. Appendix A of the Regulation is amended:

(1) by inserting, in section I “Mutual Fund Issuers” and after item C “Exemption and Other Applications”, the following:

“D. Exempt Market Offerings and Disclosure

- |    |   |  |
|----|---|--|
| 1. | Form 45-106F1 <i>Report of Exempt Distribution</i> of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (chapter V-1.1, r. 21)       | Alta, Sask, Man, Que, NB, PEI, NS, Nfld, YK, NWT, NU |
| 2. | Material required to be filed or delivered under section 2.9 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions                    | Alta, Sask, Man, Que, NB, PEI, NS, Nfld, YK, NWT, NU |
| 3. | Disclosure document delivered to subscribers under section 37.2 of the <i>Securities Regulation</i> (Québec) (chapter V-1.1, r. 50)”; | Que  |

(2) by inserting, in section II “Other Issuers (Reporting/Non-reporting)” and after item D “Going Private and Related Party Transactions”, the following:

“E. Exempt Market Offerings and Disclosure

- |    |  |  |
|----|--|--|
| 1. | Form 45-106F1 <i>Report of Exempt Distribution</i> of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions           | Alta, Sask, Man, Que, NB, PEI, NS, Nfld, YK, NWT, NU |
| 2. | Material required to be filed or delivered under section 2.9 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions | Alta, Sask, Man, Que, NB, PEI, NS, Nfld, YK, NWT, NU |
| 3. | Disclosure document delivered to subscribers under section 37.2 of the <i>Securities Regulation</i> (Québec)       | Que  |

-2-

4. Form 5 – *Start-up Crowdfunding – Report of Exempt Distribution* and offering document required to be filed or delivered under the start-up crowdfunding prospectus and registration exemptions Sask, Man, Que, NB, NS
  5. Offering document, distribution materials, financial statements and notices required to be filed or delivered by an issuer under Regulation 45-108 respecting Crowdfunding (Bulletin of the Autorité des marchés financiers of March 20 2014, Vol. 11, No. 11)”. Sask, Man, Que, NB, NS
4. This Regulation comes into force on ● (indicate here the date of coming into force of this Regulation).



**REGULATION TO AMEND REGULATION 13-102 RESPECTING SYSTEM FEES FOR SEDAR AND NRD**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331, par. (9))

1. Appendix B of Regulation 13-102 respecting System Fees for SEDAR and NRD (chapter V-1.1, r. 2.1) is amended by inserting, at the end of the table, the following:

“

22	Investment fund issuers/ exempt market offerings and disclosure	Form 45-106F1 <i>Report of Exempt Distribution</i> of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (chapter V-1.1, r. 21)	\$25.00	-
23	Other issuers/ exempt market offerings and disclosure	Form 45-106F1 <i>Report of Exempt Distribution</i> of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions	\$25.00	-
24	Other issuers/ exempt market offerings and disclosure	Form 5 – <i>Start-up Crowdfunding – Report of Exempt Distribution</i>	\$25.00	-

”.

2. This Regulation comes into force on ● (indicate here the date of coming into force of this Regulation).

## 6.2.2 Publication

Aucune information.